

UNAMIR

BELGIAN VILLAGE COMPLEX

10 JAN - 8 MAR 1996

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

[2 CONFIDENTIAL]

RH/WG APR 2009

UNARCHIVES

SERIES	<u>S-1120</u>
BOX	<u>8</u>
FILE	<u>4</u>
ACC.	<u>1998/0278</u>

NOTE TO EXECUTIVE DIRECTOR

As requested, I have read the relevant correspondence pertaining to UNAMIR's occupation of the Belgian Village complex. The following are my findings:


1. Article 16 of the Convention on Technical Military Cooperation between Belgium and Rwanda governs the issue of housing for members of the Belgian technical military team and their families residing in Rwanda. It specifies that the Government of Belgium is responsible for providing such housing by building residences at its own expense on land placed at its disposal by the Rwandese Government. Furthermore, the article clearly states that once the programme of technical military cooperation has ended, the use of these residences shall be decided with the mutual consent of both Governments, but that the residences remain the property of the Belgian Government.
2. Article 23 of the same Convention stipulates that any problems resulting from the interpretation of its provisions shall be resolved by a mixed commission comprised of representatives from the Governments of Belgium and Rwanda.
3. Since Article 24 states that this Convention enters into force on the date of its signing and that it is concluded for an indeterminate period, it appears that the above provisions are still valid and binding upon both Governments.

*yes
important*

Based upon the above, it is evident that the future use of the Belgian Village complex is a matter which must be decided between the Belgian and Rwandese Governments. However, regardless of the outcome of their discussions, it is important to note that according to Article I of the agreement signed between the Belgian Ambassador to Rwanda and the former UNAMIR Force Commander, the Belgian Village is placed at the disposal of UNAMIR "until the end of its mission". If the UNAMIR mandate ends today, then it is arguable that this agreement will no longer be valid as of tomorrow.

*UNAMIR
ends six
weeks from
now
Spec.
83*

Thanks Concise note


 Ladan M. Rafii
 Political/Legal Officer
 8 March 1996

cc: SRSG

*ED
LA [L.R.]*

*Spec.
83*



NOTE TO EXECUTIVE DIRECTOR

As requested, I have read the relevant correspondence pertaining to UNAMIR's occupation of the Belgian Village complex. The following are my findings:

1. Article 16 of the Convention on Technical Military Cooperation between Belgium and Rwanda governs the issue of housing for members of the Belgian technical military team and their families residing in Rwanda. It specifies that the Government of Belgium is responsible for providing such housing by building residences at its own expense on land placed at its disposal by the Rwandese Government. Furthermore, the article clearly states that once the programme of technical military cooperation has ended, the use of these residences shall be decided with the mutual consent of both Governments, but that the residences remain the property of the Belgian Government.
2. Article 23 of the same Convention stipulates that any problems resulting from the interpretation of its provisions shall be resolved by a mixed commission comprised of representatives from the Governments of Belgium and Rwanda.
3. Since Article 24 states that this Convention enters into force on the date of its signing and that it is concluded for an indeterminate period, it appears that the above provisions are still valid and binding upon both Governments.

Based upon the above, it is evident that the future use of the Belgian Village complex is a matter which must be decided between the Belgian and Rwandese Governments. However, regardless of the outcome of their discussions, it is important to note that according to Article I of the agreement signed between the Belgian Ambassador to Rwanda and the former UNAMIR Force Commander, the Belgian Village is placed at the disposal of UNAMIR "until the end of its mission". If the UNAMIR mandate ends today, then it is arguable that this agreement will no longer be valid as of tomorrow.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Ladan M. Rafii".

Ladan M. Rafii
Political/Legal Officer
8 March 1996

cc: SRSB

CONVENTION DE COOPERATION TECHNIQUE MILITAIRE
ENTRE LA BELGIQUE ET LE RWANDA

Le Gouvernement du Royaume de Belgique et le Gouvernement de la République Rwandaise :

Considérant l'amitié qui lie leurs deux pays ;

Désireux de déterminer les formes et modalités dans le domaine de la Coopération technique militaire ;

Se référant aux dispositions de la convention d'assistance en personnel entre la Belgique et le Rwanda, signée à Bruxelles le 13 Octobre 1962 telle que modifiée et complétée à ce jour.

Se référant aux dispositions de la Convention de Coopération technique militaire entre la Belgique et le Rwanda, signée à Kigali le 22 août 1969 .

Ont résolu de conclure une convention à cet effet et sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1

Objet

De commun accord entre le Gouvernement de la République Rwandaise et le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement du Royaume de Belgique envoie en République Rwandaise une Coopération technique militaire dont l'importance est déterminée annuellement.

Article 2

Mission

La mission essentielle de la Coopération technique militaire visée à l'Article 1 est de prêter une assistance à l'instruction dans les centres et écoles militaires.

Accessoirement les membres de la Coopération technique militaire peuvent être affectés suivant les besoins dans l'autres services de l'Armée Rwandaise ou de la Gendarmerie Nationale. Ils ne peuvent en aucun cas être associés à l'exécution des opérations de guerre, de maintien ou de rétablissement de l'ordre public. Le rôle qui leur est dévolu est purement technique.

11

Article 3

Statut - Chef de Corps

Les membres de la Coopération technique militaire sont placés sous l'autorité d'un Officier désigné à cet effet par le Gouvernement Belge après avis favorable du Gouvernement Rwandais. Il joue le rôle du Chef de Corps et d'intermédiaire entre les autorités militaires Rwandaises et Belges.

En cas d'absence ou d'indisponibilité, il est remplacé dans son rôle de Chef de Corps par l'officier le plus ancien dans le grade le plus élevé présent au Rwanda.

Article 4

Mise en place

A la demande du Gouvernement Rwandais le Gouvernement du Royaume de Belgique communique dans un délai de deux mois les noms des personnes qu'il se propose d'envoyer en République Rwandaise.

Si les autorités rwandaises désirent formuler des objections à la désignation d'un candidat, elles le font le plus rapidement possible et en tout cas trois mois au plus tard après cette communication.

Le Gouvernement de la République Rwandaise peut proposer au Gouvernement du Royaume de Belgique le nom de tout membre des Forces Armées belges qu'il désirerait voir entrer dans la Coopération technique militaire.

Article 5

Dépendance

Les membres de la Coopération technique militaire restent au point de vue administratif aussi bien que disciplinaire dépendants de l'Armée Belge.

Ils portent un badge spécial avec les lettres "CTM" par lequel il apparaît clairement leur qualité de membre de la Coopération technique militaire.

Article 6

Protection - Sécurité

Le Gouvernement de la République Rwandaise prend toutes mesures nécessaires pour assurer la sécurité et la protection, sur son territoire, des agents de la Coopération technique militaire, des membres de leur famille et de leurs biens.

Article 7

Lois rwandaises

L'ensemble des personnes visées à l'article 6 sont tenues d'observer les lois et règlements en vigueur sur le territoire de la République Rwandaise.

Article 8

Juridictions disciplinaires et pénales

En matière disciplinaire

Toute plainte contre un membre de la Coopération technique militaire est transmise par l'autorité rwandaise compétente à l'officier qui, conformément à l'article 3, prend les sanctions ou les mesures éventuelles et les communique au Chef d'Etat-Major Général.

En matière juridictionnelle

Les matières juridictionnelles seront réglées par une convention particulière qui s'inspire des conventions internationales en la matière.

Article 9

Période de service

La durée normale d'une première période de service est de deux ans renouvelable avec possibilité pour chaque Gouvernement de procéder au retrait de l'agrément dans l'intérêt du service.

La période peut être écourtée ou prolongée d'office de trois mois au plus ; les intéressés devront en être avertis au moins trois mois à l'avance. Elle peut être prolongée d'un an au plus à la demande des intéressés.

Il pourra être mis fin prématurément à la période de service, soit sur décision du Ministre de la Défense nationale ou de ses délégués, lorsque l'intérêt de service le requiert, soit à la demande du Gouvernement Rwandais, soit à la demande des intéressés. Dans ce cas, le retour en Belgique ne pourra être fixé que trois mois après la notification de la décision ou de la demande, ou à la date qui était prévue en application de l'alinéa un si celle-ci intervient avant l'expiration de ces trois mois. Des dérogations peuvent être admises de commun accord entre les deux gouvernements.

Si par suite de maladie ou d'infirmité un membre de la Coopération technique militaire se trouve dans l'impossibilité physique de prêter ses services pendant une durée devant être supérieure à deux mois, il est mis fin à sa période de service.

Article 10

Congé de détente

Pendant la période de service, les membres de la Coopération technique militaire peuvent obtenir, en une ou plusieurs fois, des congés de détente alloués à raison de quinze jours de congé par semestre de service accompli, à l'exception du dernier ; ces congés sont compris dans la dite période.

Article 11

Rénumérations

Le Gouvernement du Royaume de Belgique alloue aux membres de la Coopération technique militaire pendant la durée de leur période de service, les avantages prévus par les dispositions réglementaires applicables au personnel de la Coopération technique militaire.

Article 12

Indemnités

Le Gouvernement de la République Rwandaise peut allouer aux membres de la Coopération technique militaire des indemnités pour exercice de fonction spéciale et des indemnités compensatoires pour charges et risques spéciaux selon les normes en vigueur pour les militaires rwandais.

Lorsque pour une raison quelconque il est mis fin aux services, les reliquats d'indemnités qui sont dus par le Gouvernement de la République Rwandaise et qui n'ont pas encore été payés au moment du départ sont versés par ce Gouvernement à un compte ouvert au Rwanda par le Gouvernement du Royaume de Belgique.

La libre disposition au Rwanda par le Gouvernement du Royaume de Belgique des sommes ainsi versées est garantie par le Gouvernement de la République Rwandaise.

Article 13

Imposition

En matière d'imposition, les mêmes règles que celles en vigueur pour le personnel civil de la Coopération technique seront appliquées.

Article 14

Transport

(Belgique-Kigali et inversement)

Le Gouvernement du Royaume de Belgique prend à sa charge, dans les limites fixées par les dispositions réglementaires applicables au personnel de la Coopération technique militaire, leur transport ainsi que celui de leur famille, à l'occasion de voyages effectués pour se rendre du lieu d'embarquement en Belgique jusqu'à Kigali et inversement.

Le Gouvernement du Royaume de Belgique prend également à sa charge le transport de leurs bagages dans les mêmes conditions et limites.

Article 15

Transport

(A l'intérieur du Rwanda)

Le Gouvernement de la République Rwandaise prend à sa charge les voyages et le transport des bagages effectués pour raison de service à l'intérieur du pays par le personnel de la Coopération technique militaire. Il prend également à sa charge les frais de voyage et de transport des bagages résultant de déplacements effectués par eux et par leur famille pour raisons de santé à l'intérieur du pays.

Il assure leurs déplacements de service.

Article 16

Logement

Le Gouvernement belge prend à sa charge le logement des coopérants techniques militaires et de leur famille. Ceci est matérialisé par la construction d'habitations aux frais de l'Etat belge sur des terrains mis à sa disposition par la République du Rwanda.

Au fur et à mesure de l'achèvement et de la reprise des habitations par la Coopération technique militaire belge, l'Etat Rwandais est déchargé des frais de logement.

Lorsqu'il sera mis fin à la Coopération technique militaire, la destination de ces habitations sera décidée de commun accord entre les deux Gouvernements. Les habitations restent la propriété de l'Etat belge.

Un accord particulier règlera les modalités pratiques concernant la construction de ces logements.

Article 17

Soins de santé

Pendant la durée de la période de service, le Gouvernement de la République Rwandaise assure au personnel et à leur famille la gratuité des médicaments, appareils d'orthopédie et de prothèse, prothèses dentaires exceptées.

Les soins médicaux, chirurgicaux et obstétricaux sont donnés gratuitement par les médecins en fonction au Rwanda.

Article 18

Sécurité sociale

Les membres de la Coopération technique militaire ne sont pas assujettis à la législation rwandaise relative à la sécurité sociale, sauf en ce qui concerne le personnel rwandais à leur service.

Article 19

Immunités - Exonérations

Le Gouvernement de la République Rwandaise exonère de tous les droits de douane ou autres taxes, à l'importation ou à l'exportation ainsi que de toute autre espèce de charges fiscales, les meubles, véhicules et effets personnels introduits sur son territoire dans le respect de la législation douanière de la République Rwandaise par le personnel militaire désigné au présent article ainsi que par les membres de leurs familles et destinés à leur usage exclusif.

Ces personnels sont exemptés, au Rwanda, de tous les impôts sur leur traitement versé par le Gouvernement belge.

Article 20

Aide en équipement

Le Gouvernement du Royaume de Belgique détermine annuellement l'ampleur de l'aide en équipement qu'il peut consentir aux Forces armées rwandaises pour l'année suivante et communique ce renseignement au Gouvernement de la République Rwandaise.

Article 21

Bourses et stages

Le Gouvernement belge accepte de mettre annuellement à la disposition du Gouvernement Rwandais un quota de bourses et stages pour la formation et le perfectionnement du personnel militaire dans les écoles belges. Il prend en charge le logement et les frais résultant du transport du Rwanda en Belgique et retour et de l'instruction des stagiaires ou boursiers. Il accorde à ces derniers l'habillement et l'équipement nécessaires à leur formation.

Le Gouvernement belge accepte également d'accorder mensuellement une bourse d'études aux élèves militaires rwandais pour leur permettre de subvenir à leurs besoins.

Il s'engage à prendre à charge la sécurité sociale et les soins de santé pour les stagiaires ou boursiers.

Article 22

Lois belges

Les stagiaires ou boursiers sont tenus de respecter les lois belges, de se comporter dignement et doivent se conformer aux instructions et recommandations édictées par les autorités belges en rapport avec les études poursuivies.

Article 23

Commission mixte

En vue d'assurer la meilleure application des présentes dispositions, les parties contractantes ou leurs représentants procéderont à des échanges de vues réguliers.

Les problèmes qui pourraient surgir à l'occasion de cette application seront soumis à l'avis d'une Commission mixte regroupant des représentants du Royaume de Belgique et des représentants de la République Rwandaise.

Cette commission se tiendra alternativement tous les deux ans à Bruxelles et à Kigali. Toutefois, pour permettre la coordination dans l'exécution des projets en cours, une Commission Technique peut être mise sur pied à l'initiative de l'une ou de l'autre partie contractante.

Cette Commission Technique se compose des techniciens belges désignés par l'Ambassadeur de Belgique à Kigali et des techniciens rwandais désignés par le Ministre rwandais de la Défense Nationale. Les procès-verbaux de ces Commissions sont chaque fois portés à la connaissance des parties contractantes.

Article 24

Entrée en vigueur

La présente Convention entre en vigueur à la date de sa signature et est conclue pour une période indéterminée. Chacune des parties contractantes peut la dénoncer à tout moment, par la voie diplomatique, après un préavis de trois mois.

Chacune des parties contractantes peut également, à tout moment, proposer à l'autre la révision de la présente convention.

La Convention de coopération technique et militaire entre la Belgique et le Rwanda, signée à Kigali le 22 août 1969, est abrogée à la date de l'entrée en vigueur de la présente Convention.

Fait à Kigali, le _____, en deux exemplaires, en langues française et néerlandaise, les deux textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement Rwandais : Pour le Gouvernement belge :



Le 12 janvier 1996

Monsieur l'Ambassadeur,

Suite à notre conversation téléphonique de cet après-midi, j'ai l'honneur de vous faire parvenir une copie de la lettre que le Représentant spécial du Secrétaire général vient de recevoir du Directeur de Cabinet du Ministre de la Défense concernant le "Village Belge".

Comme convenu, nous en discuterons dès le début de la semaine prochaine à votre plus proche convenance.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, les assurances de ma très haute considération.

Le Chef de Mission a.i.

A handwritten signature in black ink, appearing to read "W. de Souza".

Wilfrid de Souza

*Son Excellence
Monsieur Frank De Coninck
Ambassadeur du Royaume de Belgique
Rue de Nyarungenge
Kigali (Rwanda)*

REPUBLIQUE RWANDAISE
REPUBLIC OF RWANDA



VICE-PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE
MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE
CABINET DU VICE-PRESIDENT

OFFICE OF THE VICE-PRESIDENT
AND MINISTER OF DEFENCE
B.P. 23 KIGALI

10th January, 1996

REF: 687/DEF/408/L/002.

THE SPECIAL REPRESENTATIVE
TO THE SECRETARY GENERAL
OF UNITED NATIONS TO
RWANDA

RE: THE BELGIAN VILLAGE AT NYARUTARAMA

Under the Agreement between the Kingdom of Belgium and the Government of Rwanda, the houses at Nyarutarama village are managed by the Ministry of Defence of Rwanda everytime they are not occupied by the Belgian Military personnel. The houses are supposed to be occupied by the Belgian personnel under the Rwanda- Belgian Military Cooperation.

We are under pressure to regain the houses and to request UNAMIR to vacate within one month from now.

This is because we would like to house a team coming to train our Army.

Yours Sincerely,

ANDREW RWIGAMBA
LT. COL.

DIRECTOR OF CABINET
MINISTRY OF DEFENCE